

### VEILLE CLIMAT, ENERGIE,

### ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

**DE LONDRES** 

N° 42 – 03 décembre 2021

#### \* Sommaire

#### Fait marquant

• Le gouvernement britannique accusé de double discours en matière de préservation des forêts

#### Climat & Energie

- Le Climate Change Comittee (CCC) appelle le Gouvernement à mettre urgemment en œuvre ses engagements climatiques
- Les fournisseurs d'énergie pourraient faire face à des règles plus strictes en matière de fonds propres

#### **Environnement**

- Des financements privés et publics vont permettre la plantation de millions d'arbres au Royaume-Uni
- Les propriétaires terriens signent une déclaration pour protéger leurs terres
- Le gouvernement a publié son *Sustainable Farming Incentive* destiné à verdir l'agriculture

#### Industrie

- Le secteur manufacturier alerte sur sa situation financière fragile après la crise du Covid
- Nissan va investir près de 13,2 Md£ afin de développer sa production de véhicules électriques
- Fujifilm investit 400 M£ dans son usine pharmaceutique du Teesside

#### Transport

• Un syndicat du secteur des transports exhorte le gouvernement à revenir sur la réduction des investissements dans le ferroviaire

### **™** Fait marquant

# Le gouvernement britannique accusé de double discours en matière de préservation des forêts

De nombreuses critiques se sont élevées récemment contre le Gouvernement en matière de préservation des forêts, concernant les subventions accordées à l'entreprise <u>Drax</u>. Cette entreprise possède une ancienne centrale à charbon située dans le *North Yorkshire*, reconvertie en centrale biomasse avec capture et stockage de carbone (BECCS), qui produit 6 % de l'électricité britannique du RU en brûlant des granulés de bois.

Si les zones boisées, qui ne couvrent que 13 % du territoire britannique, ont bénéficié de la plantation de 2 000 ha en 2020 et reçu 130 M£ de subventions annuelles de la part du ministère de l'Environnement britannique (Defra), des données publiques ont montré que la centrale de *Drax*, qui brûle chaque année l'équivalent de 25 millions d'arbres, bénéficiait de 832 M£ de subventions du BEIS, le ministère de Economie et de l'Energie, soit six fois plus.

Alors que la gestion durable des forêts et la capture et le stockage de carbone sont considérés comme des outils nécessaires pour atteindre la neutralité carbone selon le Climate Change Committee, de nombreuses associations environnementales ont mis en avant les risques sur la biodiversité avec la coupe franche de forêts difficiles à reconstituer. Drax demeure ainsi le plus grand émetteur de carbone du Royaume-Uni, rejetant 13 millions de tonnes de CO2 chaque année. De plus, si Drax soutient que les arbres importés sont d'origine durable et remplacés par de nouveaux arbres, certains dénoncent la création d'une « dette carbone », les quantités de carbone absorbées par de jeunes arbres récemment plantés étant bien inférieure à celles absorbées par les arbres des forêts exploitées par la compagnie, ainsi qu'un « manque de coordination » entre les ministères en ce qui concerne la plantation d'arbres au Royaume-Uni.

Interrogé sur le sujet, le secrétaire d'Etat à l'Environnement <u>Zac Goldsmith</u> a promis de « se pencher très sérieusement sur la question», admettant qu'il existait de réels problèmes concernant le modèle économique de Drax. Le gouvernement a par ailleurs admis n'avoir aucune information ni sur la provenance des granulés de bois importés, ni sur le nombre d'arbres replantés par la compagnie, ni sur la quantité de carbone capturée grâce aux replantations. Le député travailliste Geraint Davies a qualifié la stratégie gouvernementale de « honte », rappelant que le Royaume-Uni était encore très loin d'atteindre son l'objectif de plantation de 30 000 hectares annuels d'ici 2024.

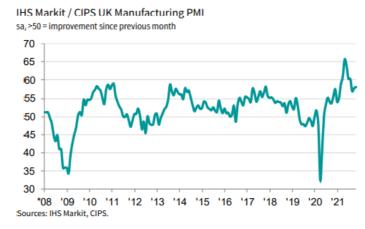
### Le chiffre de la semaine

41,4%

C'est la diminution de la <u>production automobile</u> en octobre 2021 par rapport à octobre 2020. La production a atteint le plus bas niveau enregistré pour un mois d'octobre depuis 1956, ce qui

s'expliquerait principalement par la pénurie mondiale de semi-conducteurs selon la Society of Motor Manufacturers and Traders (SMMT).

# Le graphique de la semaine



En novembre, le <u>Purchasing Managers' Index</u> (PMI), qui permet d'évaluer le climat des affaires, a atteint son plus haut niveau enregistré depuis trois mois dans l'industrie - à 58,1 -, un résultat que les entreprises attribuent à une amélioration des conditions économiques, une plus grande confiance des consommateurs britanniques et la constitution de «stocks de sécurité» permettant de faire face à l'allongement des délais de livraison. Les perturbations persistantes des chaînes d'approvisionnement, les pressions inflationnistes et le manque de main-d'œuvre continuent cependant de pénaliser l'activité des entreprises britanniques.

## Climat & Energie

**Flash** – *BP* prévoit la construction d'une centrale de production d'hydrogène vert « <u>HyGreen Teeside</u> » dans le nord-est de l'Angleterre. La décision finale d'investissement doit être prise en 2023 en vue d'un démarrage de la production en 2025, qui pourrait atteindre 500 MWe d'hydrogène en 2030.

# Le Climate Change Comittee (CCC) appelle le Gouvernement à mettre urgemment en œuvre ses engagements climatiques

Le CCC, organe indépendant chargé de conseiller le Gouvernement sur les sujets climatiques, a publié le 2 décembre un rapport « COP 26 : Key outcomes and next steps for the UK » qui détaille les principales avancées obtenues lors de la COP 26 à Glasgow et appelle le Gouvernement à traduire en actes ses engagements en matière climatique. Si le CCC estime que le RU s'est déjà doté de cibles, parmi les plus ambitieuses au niveau mondial (-68 % des émissions de CO2 d'ici 2030 par rapport à 1990), ce dernier regrette, malgré l'adoption récente de la Net Zero Strategy, l'insuffisance des politiques publiques, notamment dans les domaines de l'agriculture et du changement de comportement des consommateurs. Le CCC appelle par ailleurs le Treasury à mettre en place une politique fiscale robuste alignée sur l'objectif de neutralité carbone et basée sur une taxation du carbone de l'ensemble des secteurs de l'économie parallèlement à une plus

grande taxation des produits fortement émetteurs de C02. Le renforcement du volet adaptation et le recours limité aux crédits carbone font également partie des préconisations du CCC. Son directeur général, Chris Stark, appelle la Présidence britannique à renforcer son action d'ici à la COP 27 prévue en Egypte en novembre 2022, à maintenir la mobilisation de son réseau diplomatique pour obtenir de nouvelles contributions déterminées au niveau national plus ambitieuses et à soutenir les initiatives sectorielles (méthane, déforestation et charbon) en lien avec le secteur privé. Enfin, le CCC souhaite que la lutte contre le changement climatique demeure une priorité dans les différentes instances internationales (G7, G20 notamment).

# Les fournisseurs d'énergie pourraient faire face à des règles plus strictes en matière de fonds propres

Alors que plus d'une vingtaine de fournisseurs d'énergie ont déjà fait faillite depuis le mois d'août, soit 4 fois plus qu'en 2020, en raison de la forte hausse des prix sur les marchés de gros de l'énergie, <u>lonathan Brearley</u>, directeur général de l'Ofgem, le régulateur britannique du gaz et de l'électricité, a indiqué le 30 novembre que des règles plus strictes pourraient être imposées aux fournisseurs d'énergie en matière de fonds propres. Sans préciser quelles pourraient être ces règles, M. Brearley a regretté qu'un grand nombre de fournisseurs se soient retrouvés dans l'impossibilité de faire face à une hausse brutale des prix de l'énergie en étant à court de liquidités. Les prix de gros de l'énergie, qui devraient rester élevés au cours des prochains mois, devraient conduire à davantage de faillites d'ici avril prochain selon certains experts. Le Gouvernement britannique a mis en place en janvier 2019 un plafond empêchant les fournisseurs de dépasser un certain niveau de prix, dont le calcul, révisé tous les six mois, se réfère au niveau de prix de la période précédente. Les coûts associés à la faillite des fournisseurs d'énergie pourraient représenter pour le contribuable britannique 3,2 Md£ selon *Investec*, soit l'équivalent de 120 £ par foyer.

#### **Environnement**

Flash – Trois des plus grandes <u>associations caritatives dédiées au logement</u> - Shelter, Homeless Link et Crisis - ont alerté le gouvernement sur l'impact grandissant du changement climatique sur les personnes sans-abri, particulièrement exposées au risque de canicules et d'inondations.

Flash – Un nouveau <u>rapport de l'ONG environnementale RSPB</u> affirme que le changement climatique menace d'extinction près de 30 % des espèces d'oiseaux du Royaume-Uni, parmi lesquelles le martinet et le verdier.

# La plantation d'arbres vient de faire l'objet de plusieurs annonces publiques et privées

Le ministère de l'Environnement britannique, a annoncé qu'il financerait à hauteur de 12 M£ <u>la plantation de centaines de milliers d'arbres</u> en Angleterre, afin de soutenir, à travers quatre fonds différents, des projets de régénération de la nature et de verdissement urbain. Selon Zac Goldsmith, secrétaire d'Etat en charge de l'Environnement et du Pacifique « la plantation d'arbres est au cœur du programme environnemental ambitieux du pays ». Le groupe pharmaceutique <u>AstraZeneca</u> s'est par ailleurs engagé à investir 2 M£ pour financer la plantation d'un million d'arbres en Angleterre et en Ecosse d'ici 2025.

# Les principaux propriétaires terriens en Angleterre signent une déclaration pour renforcer la protection de l'environnement

Un groupe d'<u>organisations</u>, qui possède et gère un tiers des terres en Angleterre, parmi lesquelles *National Parks England* et le duché de Cornouailles, se sont engagés à rendre leurs terrains plus respectueux de l'environnement. Couvrant près de 10,5 millions d'hectares de terres, les organisations se sont engagées à ce que les ressources naturelles telles que les tourbières, les forêts et les rivières soient <u>gérées de manière responsable et durable</u>, afin de protéger la biodiversité et de réduire les émissions nettes de carbone. Ces espaces naturels permettent en effet de capter du carbone et de limiter les risques d'inondation.

# Le gouvernement a publié son *Sustainable Farming Incentive* destiné à verdir l'agriculture

Le gouvernement a publié le 2 décembre son <u>Sustainable Farming Incentive (SFI)</u>, l'un des trois programmes de gestion des terres visant à mieux préserver l'environnement aux côtés du <u>Landscape Recovery Scheme</u> et du <u>Local Nature Recovery scheme</u>, qui devraient être lancés en 2022 et 2023. Doté de 900 M£ par an, le SFI précise les conditions d'attribution des subventions aux agriculteurs anglais en remplacement de celles précédemment versées par l'Union européenne. Les agriculteurs pourraient percevoir entre 22 £ et 58 £ par hectare en contrepartie de mesures visant notamment à améliorer la qualité des sols. Si la <u>National Farmer's Union</u> a félicité le gouvernement pour avoir pris en compte les retours des agriculteurs, les <u>associations environnementales</u> ont cependant qualifié le plan « d'immense déception », arguant qu'il récompense financièrement les agriculteurs pour des pratiques déjà établies, sans les encourager à prendre des mesures supplémentaires pour réduire leurs émissions de C02. La publication de ce plan intervient le jour même de la publication d'un nouveau rapport du <u>Climate Change Committee</u> (cf. <u>supra</u>) qui critique la faiblesse des mesures gouvernementales pour réduire les émissions de CO2 dans le secteur agricole.

### Industrie

**Flash** – Dans une <u>lettre ouverte</u> adressée au secteur de la R&D, le gouvernement britannique a présenté son "filet de sécurité" qui permettra aux chercheurs de recevoir des financements publics, dans l'attente de l'intégration formelle du RU au programme de recherché européen Horizon Europe.

### Le secteur manufacturier alerte sur sa situation financière fragile après la crise du Covid

Dans une <u>étude</u> menée par *Make UK*, représentant du secteur manufacturier au RU, et le cabinet de conseil *RSM*, près de 65% des entreprises interrogées estiment que les dificultés financières liées à la pandémie ont entravé leur stratégie de croisance. Malgré la reprise économique amorcée en 2021, près de la moitié des entreprises juge que leur situation financière n'a jamais été aussi mauvaise. De nombreux secteurs, en particulier l'automobile et l'aérospatial, ont eu recours aux prêts et reports de cotisations proposés par le gouvernement en 2020 et 2021, ce qui a accru leur endettement. Or, les industriels estiment qu'ils auront des difficultés à rembourser leurs dettes. 60 % d'entre eux estiment qu'ils seront amenés à s'endetter davantage. Parmi ces entreprises, 34 % s'endetteraient pour couvrir leurs besoins supplémentaires en fonds de roulement et 25 %, pour investir et développer leur activité. La perturbation des chaînes

d'approvisionnement mondiales, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée et l'inflation affectent leur niveau de production et leur capacité à répondre aux commandes dans les délais. Afin de réduire la pression financière sur le secteur manufacturier, *Make UK* recommande, entre autres, de suspendre temporairement les remboursements des prêts octroyés par l'Etat.

## Nissan va investir près de 13,2 Md£ afin de développer sa production de véhicules électriques

Etalé sur cinq ans, ce plan d'investissement doit permettre à <u>Nissan</u> de concurrencer les constructeurs historiques mais aussi des entreprises spécialisées comme *Tesla*. Le groupe japonais prévoit de proposer 23 nouveaux modèles « électrifiés » d'ici 2030, dont 15 qui seront entièrement électriques. Le constructeur souhaite accroître les capacités de production de son usine britannique de Sunderland, dans laquelle il a déjà investi 1 Md£ en juillet, qui doit jouer un rôle clé dans la politique d'électrification du groupe et servir de base pour son développement sur le marché des véhicules électriques en Europe. *Nissan* s'est fixé un objectif de 75 % de véhicules d'électriques dans ses ventes sur le marché européen d'ici 2026. Le président de *Nissan*, Makoto Uchida, a par ailleurs averti que la diffusion du variant Omicron risquait d'accentuer les difficultés liées à la <u>pénurie</u> mondiale de semi-conducteurs.

#### Fujifilm investit 400 M£ dans son usine pharmaceutique du Teesside

Grâce à ce financement, le groupe japonais prévoit de doubler les capacités de production du site de <u>Billingham</u>, qui produit notamment des vaccins pour le groupe américain *Novavax*. Le site produit également des cultures de cellules destinées aux traitement monoclonaux utilisés dans le traitement de nombreuses pathologies dont le cancer, les maladies inflammatoires et la Covid-19. Les nouvelles installation devraient être opérationnelles en 2023 et permettront au groupe de produire également des vaccins à ARN messager. 350 emplois seraient créés sur le site, qui emploie déjà 890 personnes. Le Premier ministre et les autorités locales ont salué cet investissement, le plus important dans l'industrie pharmaceutique britannique depuis plusieurs décennies, qui devrait permettre de redynamiser l'un des anciens centres des industries sidérurgique et phamaceutique du RU.

### **Transport**

Flash – 34% des consommateurs britanniques seraient prêts à acheter une voiture équipée d'une batterie électrique contre 25% pour une voiture à essence, selon un sondage effectué par *Autovia*. C'est la première fois que davantage de conducteurs britanniques se prononcent davantage en faveur des véhicules électriques que pour des véhicules thermiques.

**Flash** – Le <u>maire de Londres</u> a de nouveau alerté sur un risque de "managed decline" des transports londoniens en l'absence d'une nouvelle aide financière du gouvernement.

**Flash** – Le pont d'<u>Hammersmith</u> à Londres pourrait ne pas rouvrir à la circulation faute d'un accord entre les autorités locales, *Transport for London (TfL)* et le gouvernement pour financer les travaux de reparation, estimés à 141 M£. Construit il y a 135 ans, le pont avait été fermé à la circulation en août 2020 après la découverte de fissures.



Flash – Un document ayant fuité suggère que le ministère des Transports aurait finalement décidé de reporter une hausse de 3,8 % des prix des billets de train, initialement prévue en mars, en raison des critiques ayant suivi la présentation du plan dans les investissements ferroviaires dans le nord de l'Angleterre.

Flash – Le gouvernement britannique a décidé de durcir les conditions d'entrée sur son territoire afin de limiter la diffusion du variant Omicron, y compris pour les voyageurs doublement vaccinés. Ceux-ci devront réaliser un test PCR avant le deuxième jour suivant leur arrivée sur le territoire britannique et s'isoler en attendant leur résultat. Le ministre des Transports a pour l'instant refusé d'introduire l'obligation pour les voyageurs vaccinés de fournir un test PCR négatif avant leur départ (cette obligation ne s'applique actuellement qu'aux passagers non vaccinés).

#### Un syndicat du secteur des transports exhorte le gouvernement à revenir sur la réduction des investissements dans le ferroviaire

Selon Manuel Cortes, secrétaire général de la Transport Salaried Staff Association (TSSA), la baisse durable de la <u>fréquentation</u> des trains au RU ne doit pas inciter le gouvernement à annuler certains investissements, notamment dans le nord du pays. Les données rassemblées par l'Office of Rail and Road pour l'année 2021-2022 montrent que la fréquentation des trains a diminué de 78 % par rapport à l'année précédente. La réduction des trajets pendulaires a particulièrement affecté les stations de train londoniennes, la gare de Waterloo voyant par exemple le nombre de trajets divisés par 7 entre les deux années. Pour la TSSA, ces chiffres soulignent l'importance d'investissements publics dans le ferroviaire pour garantir des connexions suffisantes sur l'ensemble du territoire britannique. La TSSA estime également que ces investissements permettront au RU d'atteindre ses objectifs en matière de décarbonation des transports, tout en favorisant la reprise économique.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Rédacteurs:

Responsable de la publication : Service Economique Régional de Londres Léa Auclair, Gabrielle Lévy, Gautier Houel, revu par Stanislas Godefroy

Pour s'abonner

ondres@dgtresor.gouv.fr